












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Marché de fourniture de denrées alimentaires

CHU de BESANCON
Etablissement support du GHT-CFC
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON CEDEX
Tél : 03 81 21 80 47

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Marché de fourniture de denrées alimentaires
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	26
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition des lots.....	6
1.3 - Allotissement géographique	6
1.4 - Type d'accord-cadre.....	7
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	7
2 - Pièces contractuelles	7
4 - Protection des données à caractère personnel	7
5 - Durée et délais d'exécution.....	8
5.1 - Durée du contrat	8
5.2 - Reconduction.....	8
6 - Modification en cours d'exécution du marché	8
6.1 En cas de dépassement du montant maximum du marché	8
6.2 En cas de complément de gamme.....	8
6.3 En cas de bouleversement de l'économie générale du marché	9
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
7.2 - Modalités de révision des prix.....	9
8 - Garanties Financières.....	12
9 - Avance.....	12
10 - Modalité de règlement des comptes	13
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	13
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
10.3 - Délai global de paiement	14
10.4 - Paiement des cotraitants.....	14
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
11.1 - Conditions d'exécution.....	14
11.2 - Conditions particulières d'exécution.....	16
11.3 - Rupture de stock	16
11.4 - Exécution par défaut de la livraison.....	17
12 - Clauses environnementales - Approvisionnement en produits de qualité et durables	17
13 - Plan de progrès.....	17
13.1 - Principe du plan de progrès.....	17
13.2 - Axes de progrès.....	17
13.3 - Conditions de mise en œuvre du plan de progrès	18
13.4 - Architecture du plan de progrès.....	18
13.5 - Gains escomptés	18
14 - Constatation de l'exécution des prestations	18
14.1 - Vérifications	18
14.2 - Décision après vérification	19
15 - Garantie des prestations.....	19
16 - Pénalités.....	19
16.1 - Pénalités de retard	19
16.2 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales	20
16.3 - Autres pénalités spécifiques.....	20

17 - Assurances	21
19 - Responsabilité du titulaire	21
19.1 - Obligation de conseil	21
19.2 - En cas de changement de référence.....	21
19.3 - En cas de changements affectant le titulaire	21
19.4 - Attestations sociales et fiscales.....	21
20 - Résiliation du contrat.....	22
20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	22
20.2 - Exécution par défaut	22
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	22
21 - Règlement des litiges et langues	23
22 - Clauses de sauvegarde	23
23 - Clauses de non exclusivité	23
24 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Marché de fourniture de denrées alimentaires

Le présent marché dont le CHU de Besançon est le coordonnateur a pour objet la fourniture de denrées alimentaires pour le GHT Centre Franche-Comté, le GHT Haute-Saône, les établissements médico-sociaux et les établissements publics scolaires associés.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :
Besançon
25000 Besançon

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

Groupement Hospitalier de Territoire Centre Franche-Comté, qui comprend :

- CHU de Besançon :
 - Site Minjoz
 - Site Avanne
 - Site Tilleroyes
 - Site Bellevaux
- Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté
- CH Louis Pasteur de Dole
- Etablissement de santé de Quingey
- Centre Hospitalier de Novillars
- CH Paul Nappes
- CH de la sainte Croix
- CH St Louis Ornans
- CHS Saint-ylie Jura

Groupement Hospitalier de la Haute-Saône qui comprend :

- Groupe Hospitalier de Haute Saône
- Centre Hospitalier du Val de Saône
- EHPAD Alfred Dornier
- EHPAD Jean Michel
- EHPAD Villa St Joseph
- EHPAD Cournot-Changey

Les établissements médico-sociaux associés :

- EHPAD Saint Joseph de Flangebouche

Les établissements publics scolaires associés qui comprend :

- Collège Albert Mathiez
- Collège Gaston Ramon
- Collège Jacques Prévost
- Lycée Professionnel Henri Fertet
- Lycée Polyvalent Augustin Cournot
- Collège Raymond Gueux

- Collège Robert Delaunay
- Collège Romé de l'Isle
- Collège Jules Jeanneney

Le coordonnateur du groupement de commandes est : CHU de BESANCON Etablissement support du GHT-CFC. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Décomposition des lots

Le présent marché concerne les 25 établissements et est alloté comme suit (26 lots) :

Lot(s)	Désignation
01	Viandes fraîches Bœuf, Veau, Agneau (hors CHLP Dole et CH Pontarlier)
02	Porc
03	Volailles fraîches
04	Charcuteries (hors CHLP Dole et CH Pontarlier)
05	Viandes cuites
06	Ovo produits et Produits laitiers
07	Fromages (hors CHLP Dole et CH Pontarlier)
08	Conserve
09	Epicerie sèche
10	Fruits, légumes et pomme de terre surgelés
11	Viandes, abats, volailles surgelés
12	Poissons, crustacés, coquillages, mollusques surgelés
13	Produits élaborés, plats cuisinés surgelés
14	Crèmes glacées, glaces et sorbets
15	Pains, pâtisseries, viennoiseries surgelés
16	Boissons
17	Fruits, légumes et pomme de terre frais, 4ème et 5ème gamme, crus et cuits sous vide
18	Produits de textures modifiées
19	Produits GMS & Alimentation stérile
20	Produits élaborés frais

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Allotissement géographique

Pour les besoins des établissements CHLP de Dole et CHI-HC de Pontarlier, les lots suivants sont regroupés en zone géographique de la manière suivante :

- Lot CHLP de Dole :
 - Lot 21 : Viandes fraîches Bœuf, Veau, Agneau
 - Lot 22 : Charcuteries
 - Lot 23 : Fromage

➤ Lot CHI-HC (Pontarlier) :

- Lot 24 : Viandes fraîches Bœuf, Veau, Agneau
- Lot 25 : Charcuteries
- Lot 26 : Fromage

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Référence du marché
- Désignation et référence de chaque fourniture
- Prix unitaires de chaque fourniture
- Quantité des fournitures livrées
- Date ou délai d'exécution
- Lieu de livraison des fournitures
- Montant total HT et TTC du bon de commande
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique
- Les fiches techniques des produits (indiquant notamment la provenance des produits)
- Le catalogue fournisseur

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

Le début d'exécution de l'accord-cadre est fixé au 01/10/2026 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure pour l'ensemble des lots à l'exception des lots **8,9,16 et 19** dont le démarrage est prévu pour le 01/04/2027.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

Le nombre de période de reconduction est fixé à 3 fois pour une période de 1 an chacune. Les reconductions se feront tacitement jusqu'à son terme sans que le titulaire ne puisse refuser.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. En application des dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

6 - Modification en cours d'exécution du marché

En application de l'article R. 2194-1 du Code, le Marché spécifique est susceptible d'être modifié dans les hypothèses suivantes par voie d'avenant :

6.1 En cas de dépassement du montant maximum du marché

Si le montant maximum du marché est atteint, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité de poursuivre le marché. Le montant maximum de chaque lot du marché pourra être augmentée dans la limite de 50%. Un avenant sera conclu pour prendre acte de cette augmentation du montant maximum du marché.

6.2 En cas de complément de gamme

En cours de validité de l'accord-cadre, les titulaires pourront être amenés à compléter leurs gammes de produits dans la limite du montant maximum du lot, et à la condition :

- Que le produit réponde aux spécifications techniques du CCTP ;
- Que le produit ne soit pas susceptible d'entrer en concurrence d'un autre lot ;
- Que l'intégration du nouveau produit ne soit pas susceptible de bouleverser les conditions initiales de mise en concurrence ;
- Que le produit soit d'un prix équivalent ou inférieur aux produits de la gamme qu'il vient compléter. Si un prix équivalent ne peut être maintenu, le Titulaire communique au CHU de BESANCON tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par le CHU, le(s) nouveau(x) prix sont intégrés dans le « BPU » par le biais d'un avenant. L'avenant s'applique aux bons de commande émis à compter de la date d'effet de l'avenant.
- Sous réserve du montant maximum du marché.

6.3 En cas de bouleversement de l'économie générale du marché

Le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du contrat s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat du fait de la poursuite de l'exécution du contrat dans les conditions de l'offre.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 6 mois. Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau. En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner
- Sous réserve du montant maximum du marché.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les prix seront révisés à la hausse, comme à la baisse selon la formule de révision indiquée au 7.2

7.2 - Modalités de révision des prix

Les prix proposés sur les BPU pourront être révisés en début de marché. La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les prix pourront ensuite être révisés tous les 6 mois en fonction de la date de démarrage du marché.

➤ **Pour le lot 17**

Pour les fruits, légumes et pommes de terre frais, crus (produits grisés sur le bordereau des prix unitaires)
:

Le titulaire du marché proposera un prix unitaire chaque semaine pour chacun des produits. L'offre de prix devra être présentée sous la forme d'un prix net HT au kg ou à l'unité (selon le produit) pour un conditionnement complet.

Le prix sera ferme sans rabais, ristourne, remise ou autres pouvant modifier le prix unitaire initial.

Pendant la durée du marché, les variations de prix devront être cohérentes avec le cours des marchés. Les prix ne pourront pas être supérieurs de plus de 10 % aux prix proposés la semaine précédente, sur des produits ayant les mêmes références.

Les variations de prix devront être en cohérence avec le cours SNM moyen de FranceAgrimer de Lyon qui servira de référence pour les prix facturés sur les livraisons de la semaine suivante. La journée de référence du SNM sera le mercredi.

Toutes les semaines, le mercredi, le titulaire devra envoyer par courrier électronique (aux adresses mail de tous les établissements concernés) la liste et le prix des produits qui serviront de référence pour la facturation des livraisons de la même semaine. Ces informations devront comporter la référence et le prix facturé au groupement de commande.

Le titulaire du marché devra apporter la preuve que le prix proposé est le prix moyen qu'il pratique pour des marchés similaires.

➤ **Pour tous les autres lots et les produits de 4ème et 5ème gamme cuits sous vide (en rouge sur le bordereau des prix unitaires) :**

Le prix sera révisable selon les modalités indiquées ci-dessous avec une **clause de sauvegarde conformément à l'article 22 du présent CCAP**.

Les prix sont révisés semestriellement la base du tarif initial du BPU du titulaire de l'accord-cadre, par l'application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \frac{(0.15 + (I_n \times 0.85))}{I_0}$$

P_n = nouveau tarif révisé,

P₀ = tarif initial du BPU

I_n = dernière cotation connue au moment de la révision des prix

I₀ = cotation du mois précédent la notification du marché

Si le produit au BPU ne correspond à aucun libellé de la cotation, le titulaire indiquera le code du libellé le plus approchant.

Si un code suivi dans l'accord-cadre venait à disparaître le titulaire et le pouvoir adjudicateur conviendraient ensemble d'un nouveau code de cotation en remplacement.

A défaut de fournir un code de cotation, les prix ne pourront pas être révisés pendant toute la durée de l'accord-cadre.

L'indice mensuel de prix est défini dans le tableau ci-dessous :

Lot	LIBELLES	INDICES
1	COTATION RNM marchés Viande - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
2	COTATION RNM marchés Viande - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
3	COTATION RNM marchés Viande - France AGRIMER - Cotation de Rungis Volailles fraîches	Code cotation à définir sur BPU
4	COTATION RNM marchés Viande - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
5	COTATION RNM marchés Viande - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
6	COTATION RNM marchés Beurre Œuf Fromage - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
7	COTATION RNM marchés Beurre Œuf Fromage - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
8	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 10.85 - Conserves et préparations à base de poissons - Prix de marché - Base 2021	010763746
9	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - denrées alimentaires, boissons et de produits à base de tabac - Base 2010	001726848
10	Cotation RNM marchés surgelés - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
11	Cotation RNM marchés surgelés - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
12	Cotation RNM marchés surgelés - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
13	Cotation RNM marchés surgelés - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
14	Cotation RNM marchés surgelés - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
15	Cotation RNM marchés surgelés - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
16	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de base - A38 CA - Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac - Base 2010 - (FB0ACA0000)	0010534463
17	Cours SNM moyen de FranceAgrimer de LYON pour les fruits et légumes frais et indice à définir par le fournisseur pour 4ème et 5ème gamme, crus et cuits sous vide	A définir par fournisseur pour 4ème et 5ème gamme, crus et cuits sous vide
18	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de base - A38 CA - Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac - Base 2010 - (FB0ACA0000)	0010534463
19	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - denrées alimentaires, boissons et de produits à base de tabac - Base 2010	001726848
20	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de base - A38 CA - Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac - Base 2010 - (FB0ACA0000)	0010534463
21	COTATION RNM marchés Viande - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
22	COTATION RNM marchés Viande - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
23	COTATION RNM marchés Beurre Œuf Fromage - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
24	COTATION RNM marchés Beurre Œuf Fromage - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
25	COTATION RNM marchés Beurre Œuf Fromage - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU

26	COTATION RNM marchés Beurre Œuf Fromage - France AGRIMER	Code cotation à définir sur BPU
----	--	---------------------------------

Le calcul de révision des prix du marché devra être demandée par le fournisseur 1 mois avant la date de révision du marché pour une application au 1^{er} du mois suivant.

Le fournisseur devra fournir la cotation officielle à chaque adhérent lors de la révision.

Si une commande intervient entre deux révisions de prix, alors le prix faisant foi est celui qui était applicable au moment de l'établissement du bon de commande.

Offres promotionnelles :

Le titulaire a la faculté de proposer à l'acheteur des remises exceptionnelles qu'il pourra pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

De façon dérogatoire à la révision de prix indiquée à l'article précédent, le titulaire a l'obligation de proposer au pouvoir adjudicateur des remises promotionnelles exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

Notamment, il peut faire bénéficier les membres du groupement de commandes d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou en pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle. Dans ce cas, le titulaire doit communiquer les dates de début et de fin d'application.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

Remises sur catalogue :

Le candidat proposera pour chaque lot une remise consentie sur son catalogue.

Remises incitatives :

Afin d'inciter les établissements à une gestion plus écoresponsable de leurs approvisionnements, le candidat proposera une remise de prix en pourcentage qui s'appliquera pour chaque établissement s'engageant à respecter une certaine fréquence de livraison et/ou à commander une certaine quantité de produit (définie par un nombre de colis ou de palettes par exemple)

Une note décrivant ces remises logistiques incitatives accompagnera l'offre du candidat à préciser dans le cadre de réponse technique

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5.0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5.0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalité de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (sauf pour l'établissement privé pour lequel il conviendra de lui envoyer une facture papier).

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. Les informations nécessaires figurent sur l'annexe 1. Outre les mentions légales, les factures devront comprendre les indications suivantes :

- le nom, le n° siret et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- la fourniture livrée ou la prestation exécutée ;
- les quantités livrées ou exécutées ;
- le prix net hors taxe de chaque fourniture ou prestation ;
- le prix des prestations accessoires, le cas échéant ;
- le montant total HT
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des fournitures livrées ou des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Le comptable chargé du paiement est celui indiqué sur l'annexe 1 « informations sur les adhérents ».

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Suivi financier du montant maximum de l'accord cadre à bon de commande du groupement de commandes :

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de produire un état semestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus pendant toute la durée du marché.

Le reporting sera transmis par voie électronique avec les mentions suivantes :

- Libellé du marché ;
- Identification des bénéficiaires ;
- une liste des commandes passés et leurs montants, par bénéficiaire ;
- le cas échéant, la liste des anomalies relevées et des évolutions demandées, ainsi que le niveau de traitement et d'avancement.

10.3 - Délai global de paiement

Pour les établissements de santé

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Pour les autres établissements publics

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance forfaitaire ou de l'acompte éventuel.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11.1 - Conditions d'exécution

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au C.C.T.P. étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande, dont le délai de livraison ou d'exécution commence à courir, à compter de la date de réception du bon par le titulaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le marché s'exécute à compter de sa date de notification, sauf mention contraire prévue dans le présent document, et jusqu'à l'admission de la dernière livraison.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Stockage, emballage :

Le stockage, et l'emballage des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Transport

Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

En application de l'article 20-3 du CCAG fournitures courants et services, les risques afférents au transport des fournitures jusqu'à leur lieu de destination incombent totalement au titulaire.

Le non-respect des dispositions ci-dessus peut entraîner le refus de la livraison, les frais en résultant sont à la charge du titulaire.

Celui-ci sera, dans tous les cas, exclusivement responsable des accidents pouvant se produire, même s'il fait emploi, pour le transport, le déchargement et la livraison des marchandises, de tout ou partie du matériel ou d'objets appartenant à l'établissement. Les emballages dans lesquels auront lieu les livraisons seront déduits du poids, les marchandises seront fournies au poids net, abstraction faite de toute tare.

Le non-respect des dispositions ci-dessus peut entraîner le refus de la livraison. Les frais en résultant sont à la charge du titulaire.

Les livraisons s'effectueront sur palettes Europe 80x100 (plastique si possible)

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Les livraisons s'effectuent aux adresses et conditions indiquées sur l'annexe n°2 « contraintes logistiques ». De plus, les fournisseurs devront s'adapter aux particularités des lieux de livraison de chaque établissement (quai de déchargement ou non, accès camion, hayon,...).

Les articles devront être livrés dans les différents établissements adhérents du groupement, sans minimum de commande.

Les bons de livraison établis en 2 exemplaires et numérotés comportent au minimum les indications suivantes :

- Référence de la commande
- Identité de l'établissement destinataire
- Identité du fournisseur
- Identité du transporteur
- Désignation et référence de chaque fourniture
- Le numéro du lot de chaque produit livré
- Prix unitaires de chaque fourniture
- Quantité des fournitures livrées
- Montant total HT et TTC du bon de commande
- Nombre de colis - Conditionnements et sous-conditionnements

Il est recommandé aux fournisseurs de respecter une cohérence dans leur livraison, ainsi il est demandé au fournisseur, dans la mesure du possible et sans préjuger de la garantie d'une livraison rapide, de regrouper les aliments selon leur catégorie.

Toute livraison égarée du fait du non respect de l'adresse de livraison reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons franco de port, d'emballage et de manutention dès le premier euro.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire selon les dispositions de l'article 20 du C.C.A.G/F.C.S.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

A titre dérogatoire et par exclusion de l'article 11.7.3 du CCAG/FCS, en cas d'une livraison excédant les quantités commandées, la différence de prix pourra être mise à la charge du titulaire.

En cas d'urgence, le fournisseur doit pouvoir livrer la commande dans les 48 heures.

11.2 - Conditions particulières d'exécution

Les fournisseurs devront respecter les normes issues des dispositions du règlement CE n°852/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

Température

La température à cœur au moment de la livraison sera conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

Hygiène durant le transport

Les fournisseurs devront se conformer aux dispositions de l'arrêté du 07 Mai 2020 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail annexe III.

Les véhicules des fournisseurs devront satisfaire aux conditions d'hygiène relatives au transport des denrées périssables conformément aux réglementations sanitaires départementales et l'arrêté du 20 juillet 1998, fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments.

Les produits devront être transportés dans des véhicules propres, équipés de manière à éviter toute souillure ou altération de la marchandise devant être livrée, sous température contrôlée et dirigée pour les produits frais, ultra frais et surgelés. L'inspection des véhicules pourra être exigée. Le contrôle de la température des engins doit pouvoir être fait aisément en consultant le thermomètre, placé de façon apparente, en général à l'extérieur du véhicule.

Il pourra être demandé au fournisseur de prouver qu'il n'y a pas eu de rupture de chaîne du froid depuis le chargement du camion, jusqu'au lieu de livraison.

La partie du camion destinée à recevoir les denrées doit être construite avec des matériaux résistants aux érosions, imperméables, imputrescibles, faciles à nettoyer et à désinfecter. Elle ne comportera aucune aspérité sauf celles qui sont nécessaires à l'équipement et aux dispositifs de fixation. Tous les matériaux ou ustensiles susceptibles d'entrer en contact avec les denrées, devront être conformes aux règlements pris en la matière afin d'éviter les altérations ou la communication d'odeur ou de saveurs anormales.

Lors du transport de produits différents, la température la plus basse nécessaire à la conservation de l'un des produits sera seule retenue.

Le personnel titulaire préposé à la manutention et au transport devra observer les règles d'une parfaite propreté ; mains et vêtements propres notamment.

11.3 - Rupture de stock

En cas de rupture de stock d'un produit, **le titulaire est tenu d'informer les établissements du groupement de commande et de proposer un produit de substitution** au même prix et comportant les mêmes caractéristiques techniques que le produit original, et ce, sous réserve que l'utilisateur donne son accord. Le titulaire devra fournir à l'appui, une fiche technique du produit de substitution voire un échantillon avant envoi des produits. Si un prix supérieur est proposé, le Titulaire communique au CHU de BESANCON tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Si la proposition est acceptée par le CHU, le(s) nouveau(x) prix sont intégrés dans le « BPU » par le biais d'un avenant.

11.4 - Exécution par défaut de la livraison

Dans le cas exceptionnel où le titulaire, au moment de la réception de la commande, ne pourrait livrer la marchandise souhaitée dans la marque et la qualité retenues par le marché, il en avisera l'établissement concerné à la réception du bon de commande, qui trouvera un accord avec lui pour traiter au mieux ce problème :

- Soit le produit manquant pourra être livré ultérieurement : la date fixée entre le fournisseur et l'établissement concerné devra faire l'objet d'un fax ou d'un courrier électronique de la part du fournisseur pour confirmer la date de livraison qui devra être impérativement respectée ;
- Soit le produit manquant pourra être remplacé par un produit identique avec l'accord de l'établissement : le prix facturé sera le prix du marché.

Si aucune solution ne peut être apportée, le responsable de l'établissement concerné pourra alors s'adresser au fournisseur de son choix pour les quantités prévues, le titulaire ayant à sa charge l'éventuelle différence de prix conformément à l'article 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.).

12 - Clauses environnementales - Approvisionnement en produits de qualité et durables

Le présent accord-cadre comporte des obligations environnementales régies par les dispositions du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

En application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, l'acheteur impose, pour l'ensemble des lots du présent accord-cadre, à la charge du titulaire une condition d'exécution de fourniture de produits alimentaires de qualité et durables correspondant à au moins 50% du montant total HT annuel de chaque lot dont 20% des produits issus de l'agriculture biologique.

Cette obligation résulte de l'application de l'article 24 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi « EGAlim », complétée par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et Résilience ».

Le respect de cette obligation est apprécié au travers du BPU propre à chaque lot du présent accord-cadre.

L'atteinte du minimum de 50% en produits de qualité et durables dont 20% des produits issus de l'agriculture biologique du montant total annuel HT est calculé automatiquement par la formule intégrée au BPU.

13 - Plan de progrès

13.1 - Principe du plan de progrès

Dans un souci d'amélioration de la qualité, notamment en matière environnementale, des produits consommés dans le cadre du présent marché, l'acheteur fait obligation au titulaire de présenter un plan de progrès permettant de dépasser les seuils d'approvisionnement en produits de qualité, durables et issus de l'agriculture biologique.

13.2 - Axes de progrès

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis ci-après :

- Augmentation du pourcentage des produits de qualité durable et issus de l'agriculture biologique :

A chaque nouvelle année civile, le titulaire doit transmettre à l'acheteur le détail des approvisionnements sur l'année écoulée en produits de qualité, durables et issus de l'agriculture biologique. Ce décompte doit faire apparaître une progression des proportions en produits de qualité, durables et issus de l'agriculture biologique. L'objectif de progression n'est pas fixé, le titulaire est libre de proposer les proportions qu'il souhaite dès lors qu'elles dépassent le minimum inscrit dans le marché.

13.3 - Conditions de mise en œuvre du plan de progrès

La démarche d'élaboration du plan de progrès est initiée par le titulaire. Il établit alors un projet détaillant les objectifs qu'il est en mesure d'atteindre, les actions à mener et les ressources nécessaires. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial. Ce plan de progrès précise également les rôles et responsabilités des parties, ainsi que les modalités de pilotage et d'évaluation.

A l'issue de la première année d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire présente à l'acheteur des propositions d'actualisation et d'amélioration du plan de progrès en tenant compte des retours d'expérience capitalisés durant cette période.

Un nouveau plan de progrès est élaboré annuellement.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial. Le titulaire est libre de proposer également d'autres indicateurs.

13.4 - Architecture du plan de progrès

Le plan de progrès, élaboré conjointement par les parties, détaille les points suivants :

- Objectifs mesurables et/ou quantifiables

Lors de la phase d'élaboration conjointe du plan, les conditions de mise en œuvre du plan de progrès définies ci-dessus font l'objet, après attribution de l'accord-cadre, de discussions et d'ajustements par les parties.

13.5 - Gains escomptés

La recherche de gains n'est pas prévue dans le cadre du plan de progrès.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Personne habilitée au sein de chaque établissement.

Vérifications quantitatives

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité livrée, la quantité portée sur le bon de commande et la quantité portée sur le bon de livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, la personne habilitée au sein de chaque établissement membre du groupement, peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bon de livraison, ce dernier et son duplicata sont rectifiés sous la signature des deux parties.

Vérifications qualitatives

Elles sont effectuées, dans les locaux de l'établissement, par les agents désignés à cet effet, sous la responsabilité de la personne responsable du marché.

Si la fourniture livrée ne correspond pas aux spécifications du marché ou de la commande, elle est refusée et doit être remplacée, par le titulaire, sur demande verbale ou écrite du Directeur des Services Hôteliers et des Achats. Toutefois, celui-ci peut accepter la fourniture avec réfaction de prix.

Vérifications sanitaires

En cas de résultat non conforme, l'analyse, réalisée par un laboratoire agréé COFRAC, sera à la charge du titulaire.

14.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

15 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 4 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Le titulaire répond de la qualité de la fourniture livrée, sauf négligence ou faute prouvée de l'établissement. Tout produit présentant un vice caché, découvert au cours de son utilisation sera immédiatement signalé au titulaire du marché qui sera tenu de le remplacer à ses frais.

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité calculée, par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G/F.C.S., selon la formule suivante :

$$P = ((V \times R) / 200)$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la prestation annuelle facturée hors du champs d'application de la TVA et hors variation de prix.

R = nombre de jours de retard (Le décompte des jours de retard est calculé à compter du lendemain de l'expiration du délai d'exécution des prestations, tel que défini dans le bon de commande. Il prend fin à la date de réception effective de la prestation, ce jour étant inclus dans le délai).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales

Aucune pénalité n'est prévue en cas de non-respect des obligations environnementales.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour non-respect de la qualité de la prestation	Forfaitaire	50,00 %	<p>En complément de l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités seront appliquées en cas de non-respect de la qualité de la prestation exécutée par le prestataire : par qualité de la prestation, il est entendu, la conformité de la prestation effectuée au regard des exigences du CCTP. La pénalité est calculé en appliquant 50% sur le montant en € HT de la commande objet de problématique de qualité soit :</p> $P = V \times 50\%$ <p>avec :</p> <p>P : montant des pénalités en €, V : montant en € HT de la commande objet de problématique de qualité</p>
Pénalités pour non-accomplissement de la quantité commandée	Forfaitaire	10,00 %	<p>les pénalités calculées par application de la formule suivante : $P = V \times 10\%$ avec :</p> <p>P : montant des pénalités en €, V : montant en € HT de la quantité commandée non accomplie</p>

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour ruptures d'approvisionnement non justifiées	Journalière	150,00 €	En cas de ruptures d'approvisionnement qui ne seraient pas justifiées par écrit, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité de 150€ en plus de la pénalité de retard. En application de l'article 45 du C.C.A.G-FCS, si le titulaire n'exécute pas complètement sa prestation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par une autre personne cette prestation aux frais et risques du titulaire.

17 - Assurances

Par dérogation l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

19 - Responsabilité du titulaire

19.1 - Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil et d'information pendant toute la durée du marché.

19.2 - En cas de changement de référence

En cas d'évolutions technologiques, de changement de techniques, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du CHU de Besançon, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

A savoir que la substitution d'une référence par une autre référence ou l'ajout d'un produit identique (de taille différente par exemple) de la gamme au cours du marché, est possible, sans modification de marché, dès lors que le prix unitaire n'est pas supérieur au prix du marché, et que l'économie globale du marché ne s'en trouve pas bouleversée.

Si un prix supérieur est proposé, le Titulaire communique au CHU de BESANCON tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Si la proposition est acceptée par le CHU, le(s) nouveau(x) prix sont intégrés dans le « BPU » par le biais d'un avenant.

19.3 - En cas de changements affectant le titulaire

En cas de changements dans l'entreprise affectant ou non sa forme juridique, sous peine du renvoi sans autre formalité de ses factures éventuellement en instance, le titulaire s'engage formellement à en informer ou à en faire informer directement et immédiatement par écrit le pouvoir adjudicateur.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

19.4 - Attestations sociales et fiscales

Le titulaire du marché devra transmettre tous les 6 mois pendant l'exécution du marché les attestations sociales et les informations relatives à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les documents afférents conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8 et D.8254-2 et suivants du code du travail.

Les opérateurs économiques sont invités à utiliser l'espace de stockage numérique disponible sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin d'y déposer et mettre régulièrement à jour les pièces.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Dans ce cas, les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre marché, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

20.2 - Exécution par défaut

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'**impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation** dans les délais et conditions prévus au marché, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. ***Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.***

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Règlement des litiges et langues

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de rejet de la demande du titulaire, ce dernier pourra saisir, dans les conditions de l'article R. 2197-1 du code de la commande publique, le comité consultatif de règlement amiable des litiges de Nancy.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - Clauses de sauvegarde

La présente clause de sauvegarde s'applique à l'ensemble des lots du marché à l'exception des lots suivants : **1,2,3,4,5,10,11,12,17,21,22,24,25**.

Les nouveaux tarifs calculés ne pourront pas conduire à une hausse du lot de plus de 5% du montant précédent. Si le montant total du lot révisé dépasse 5% du prix précédent le CHU pourra se réserver le droit de résilier sans indemnités la partie du marché restant à exécuter, sauf cas particulier prévu dans la clause de réexamen. Si la résiliation est prononcée, le marché se poursuivra pour s'exécuter 6 mois, afin de permettre au CHU de BESANCON de relancer une consultation. Le prix applicable sera le prix négocié entre les deux parties, et fera l'objet d'un avenant, dans le respect du montant maximum du marché.

23 - Clauses de non exclusivité

Les établissements du groupement de commandes s'engagent à recourir au titulaire du présent accord-cadre pour leurs besoins. Toutefois, ils se réservent la faculté, à titre exceptionnel, de faire appel à un tiers pour la fourniture de produits relevant du **lot 06**, dans la limite d'un montant cumulé de 40 000 euros hors taxes sur la durée totale du marché. Cette dérogation vise à répondre à des besoins ponctuels, urgents ou spécifiques, que le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire dans les conditions prévues au marché.

24 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Fournitures Courantes et Services du CCAG